



OPEL ET CARREFOUR : ÇA NE SUFFIT PAS ?

LES EMPLOYEURS DEMANDENT « UN NOUVEAU DROIT DE LICENCIEMENT »

Ce projet doit se composer de 3 éléments :

- un préavis de quelques semaines par 5 années d'ancienneté
- une prime sans impôts ni cotisations
- une politique plus énergique d'activation des chômeurs

Déclaration du 25 janvier des organisations patronales « Laissez-nous entreprendre »

Un tel projet signifie :

- Licencier plus, plus vite et moins cher ;
- Pour les employés, la durée du préavis est divisée par 4 ou 5 (par 6 si on compare avec la « grille Claeys »),
Pour les ouvriers : retour au minimum légal ;
- Des charges énormes pour la Sécu : par rapport au système actuel, ce projet demanderait une « subvention » de la collectivité de plus de €20.000 pour le licenciement d'un employé « moyen » ;
- Les travailleurs licenciés « activés » par l'ONEm pour accepter n'importe quel boulot moins bien payé ou plus pénible.

Seul le préavis des employés oblige les entreprises à chercher de réelles alternatives avant de licencier. Faire payer des licenciements-express par la Sécu est un help-up inacceptable !

Un bon préavis, comme celui des employés,
est la meilleure protection de l'emploi.

Employés, ouvriers, cadres : nous y avons tous droit !

**Rassemblement de militants ce mercredi 17 mars à 12h
devant les locaux de la FEB – rue Ravenstein à 1000 Bxl
pour dire clairement :**

**UN MINI-PRÉAVIS SUBVENTIONNÉ ?
POUR NOUS, C'EST NON !**



VOTRE CONTRAT EN DANGER !

